# 0 0

## Droit Administratif

SOUS LA DIRECTION DE JEAN-BERNARD AUBY, Professeur à l'Université de Paris-II, Directeur du Juris-Classeur Administratif COMITE DE RÉDACTION : MICHEL BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X PAUL LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Landwell et Associés) MARTINE LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II ALAIN MÉNÉMÉNIS, Conseiller d'État Professeur associé à l'Université Paris-XII



42° ANNÉE - N° 3 - MARS 2003 Chroniques 5 et 6 Commentaires 54 à 80 Pratiques 3 Actualités 17 à 24

Juris Classeur Groupe Lexis Nexis

#### LA PASSATION DES CONVENTIONS DOMANIALES

(page 6)

Par Rémi ROUQUETTE

Docteur en droit public, Avocat spécialiste en droit public (Barreau de Melun)

#### LES EMPLOIS FONCTIONNELS DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

(page 10)

Par Anthony TAILLEFAIT

Maître de conférences de droit public à l'Université du Maine (GRDA)

PRATIQUES : Renouvellement urbain : le recours à la Convention publique d'aménagement

- CE Dans la sélection des Commissaires du Gouvernement :
  - 54 Accès des descendants aux dossiers médicaux hospitaliers (page 15)
  - 63 Contentieux de la révision des listes électorales (page 23)
  - Le juge du référé-suspension ne peut pas se prononcer sur la compatibilité d'une loi avec un traité (page 35)

#### COMMENTAIRES

- Tarifs des services publics locaux : contraintes du droit communautaire (page 17)
- Application des seuils à des marchés relevant d'une même opération (page 18)
- Rupture du branchement particulier de l'usager d'un service public : compétence judiciaire (page 33)
- Possibilité de contester devant les juges les "interprétations" données par l'administration (page 34)
- 77 **RÉGULATIONS**Pouvoir d'auto-saisine de la
  Commission bancaire (page 38)
- 79 SERVICES PUBLICS Le service universel de l'électricité (page 40)

Voir sommaire page 2

#### SOMMAIRE

CHRONIQUES  La passation des conventions domaniales  Les emplois fonctionnels dans la fonction publique territoriale : état du dossier	n° 17 à 24 Chron. 5 Chron. 6	recours contre les refus de visas Note CE  Motifs de refus de titres de séjour opposables aux ressortissants algériens Note CE  FONCTION PUBLIQUE (page 31)  Déontologie : Un fonctionnaire ne peut pas se faire embaucher par une entreprise à qui il a contribué à faire attribuer un marché Note CE .	n° 67 n° 68 n° 69
ACTE ADMINISTRATIF (page 15) Accès aux documents administratifs: Accès des descendants aux dossiers médicaux hospitaliers Note CE Procédure administrative non contentieuse: Délai d'apparition des décisions implicites de rejet Note CE	n° 54 n° 55	HIÉRARCHIE DES NORMES (page 32)  Lois: Conditions d'entrée en vigueur des lois renvoyant à un décret Note CE	n° 70
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (page 1) Services publics locaux: Tarifs des services pu- blics locaux: contraintes du droit communautaire		Alain Ménéménis  Exécution des jugements: Fin du principe d'intangibilité de l'ouvrage public	n° 71 n° 72
Note Cyrille Bardon	n° 56	Recevabilité: Possibilité de contester devant les juges les "interprétations" données par l'administration	n° 73
Ménéménis	n° 57 n° 58	pas se prononcer sur la compatibilité d'une loi avec un traité <b>Note CE</b> Le référé précontractuel ne peut s'appliquer qu'à un contrat soumis au droit français  **Référé-suspension: La perspective de contentieux multiples ne suffit pas à établir l'urgence	n° 74 n° 75 n° 76
Campagnes électorales: Les dons des personnes morales ne sont illicites que s'ils sont consentis  Note CE  Un site électoral Internet peut être gratuitement hébergé Note CE  Utilisation d'une télévision locale, régie municipale	n° 59 n° 60 n° 61	SERVICES PUBLICS ET RÉGULATIONS (pa. Autorités de régulation : Pouvoir d'auto-saisine de la Commission bancaire Note CE	ge 38) n° 77 n° 78
Note CE  Inéligibilités : Inapplicabilité de la loi du 19 janvier 1995 à des faits antérieurs Note CE  Listes électorales : Contentieux de la révision des listes électorales Note CE	n° 62 n° 63	URBANISME (page 40)  Permis de construire: La consultation du dossier de permis ne vaut pas connaissance acquise Note CE Reconnaissance aux associations de l'intérêt pour agir contre les permis Note CE	n° 79 n° 80
ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLIC Établissements publics: Le particularisme des chambres de commerce et ses limites Note CE. ÉTRANGERS (page 26) Éloignement: La reconduite de l'étranger qui se	n° 64	PRATIQUES (page 43) Renouvellement urbain: le recours à la Convention publique d'aménagement, par Paul Lignières, Karine Marciano	n° 3
maintient sur le territoire après s'être vu refuser un titre de séjour <b>Note CE</b> Droits des étrangers placés en rétention <b>Note CE</b>	n° 65 n° 66	Table du nom des requérants	p. 42 p. 45

### Index général

"J" renvoie à de la Jurisprudence, "T" renvoie à des Textes, "A" renvoie aux Actualités			
Acte administratif  Accès aux documents administratifs .54-J Procédure administrative non contentieuse	Listes électorales	judiciaire	